

À BRUXELLES, LE PARLEMENT EUROPÉEN ÉCHANGE AVEC DES DÉPUTÉS ET DES SÉNATEURS ALGÉRIENS

Expertises et réalités

L'objectivité, tout d'abord. La délégation interparlementaire qui représentait l'Algérie aux 12^{es} rencontres avec le Parlement européen (PE) était de qualité, représentative des principaux courants politiques. Le binôme FLN-RND, ce grand classique algérien des enceintes internationales, n'était pas de mise dans la capitale européenne.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

L'ordre du jour chargé s'articulait autour des thématiques dans lesquelles la coopération entre les deux chambres, voire trois en y incluant le Sénat algérien, devrait être assise, consolidée.

P. Antonio Panzeri, président de la délégation Maghreb du Parlement européen, et Leïla Tayeb, vice-prési-

dente du Conseil de la nation, présidaient les travaux.

Les Européens sont intervenus les premiers (fonctionnement de la coopération, le multilatéral au sein de l'Union pour la Méditerranée, soutien de l'UE aux Parlements des pays partenaires) ; grosso-modo, c'était, là, le sens des communications qui ont inauguré le cycle.

Le second chapitre avait trait à la structuration de la coopération avec

un nouveau plan «d'actions» et de «perspectives», les partenariats «énergétiques» et «économique et social»...

Dans l'après-midi, dès la reprise des travaux, il s'est agi des réformes en Algérie (développement du paysage politique après les dernières législatives).

Ensuite, les participants ont échangé autour de la «nouvelle loi sur les associations» et «vers une réforme du code de la famille ?» (l'interrogation est consignée dans la littérature distribuée lors du colloque).

Lors de cet espace de débats, les députés et sénateurs algériens ont à plusieurs reprises pris la parole. M^{me} Baya Nacila Khellaf (FLN), M. Karim

Baloul (FFS) et Nadia Chouitem (PT) ont apporté des clarifications, des éléments d'analyse et précisé des faits, des événements et des situations.

La délégation algérienne était conduite par M^{me} Leïla Tayeb (vice-présidente du Sénat), Berrabah (FLN), Abdelkrim Koreïchi (président de la commission éducation, formation, enseignement supérieur et recherche scientifique et des affaires religieuses du Conseil de la nation), Bouzid Lezhari (Conseil de la nation), et Mohamed Chenouf (RND), Boubekour Gaddouda (AAV), Lazhar Kaddouri (IND), Abderrachid Tabi (relations internationales APN) et M^{me} Louisa Khelil, assistante de la vice-

présidence du Conseil de la nation, Mohamed Akhamokh, Karim Abbaoui et Mokhtar Zerouali, sénateurs...

Il est vrai, cependant, que la communication (honnête, sourcée) du D' Alexander Mattelaer (Université libre de Bruxelles et institut d'études européennes) sur la «sécurité du Sahel — un défi partagé», a été un moment fort du symposium, histoire de rappeler par le groupe algérien, notamment par M^{me} Leïla Tayeb, que l'Algérie «privilégie» la solution politique et que si notre «pays n'accepte pas qu'il y ait des soldats étrangers sur son sol, il n'envoie pas aussi ses militaires sur le sol des autres». Au Mali ou ailleurs...

A. M.

TÉLÉPHONIE MOBILE Mobilis, premier investisseur du marché

Cité hier par l'agence nationale de presse, Saâd Damma a indiqué que son entreprise a quadruplé ses investissements en 2012, les portant à 22 milliards de dinars, soit 300 millions de dollars, contre 75 millions de dollars en 2011. En plein déploiement, l'opérateur historique escompte atteindre la place de leader sur le marché national. Actuellement, ce marché est dominé par Orascom Télécom Algérie (OTA - Djazzy), qui compte plus de 16 millions d'abonnés tandis que Wataniya Télécom Algérie (WTA-Nedjma) compte près de 9 millions d'abonnés. Dans cette optique, Mobilis avait déjà annoncé son intention d'investir pour deux milliards de dollars pour porter ses parts de marché à 45%. Mobilis détient actuellement 29% des parts de marché de la téléphonie mobile en Algérie avec presque 11 millions d'abonnés, disposant d'un réseau de commercialisation de 125 agences, le plus important du pays, et couvrant 98% du territoire national. En plein aïsan-ce financière, Mobilis a consenti les investissements de 2012 en fonds propres sans même recourir aux financements extérieurs, relève ce responsable qui précise que les financements ont servi essentiellement à moderniser les réseaux et à améliorer la qualité du service. Bien que Mobilis soit une entreprise commerciale, elle consacre l'essentiel de ses investissements pour améliorer ses services proposés aux Algériens en raison de son statut d'entreprise citoyenne et nationale, relève Saâd Damma.

Dans la téléphonie mobile, «nous sommes la seule entreprise nationale qui œuvre à absorber le chômage et à générer des dividendes entièrement investis en Algérie», a-t-il dit. Chiffres à l'appui, M. Damma précisera que l'opérateur historique est le premier employeur en Algérie dans ce secteur avec 4 300 emplois directs et 70 000 indirects créés depuis la création de l'entreprise. D'ailleurs, le plan d'investissement 2012-2016 sera à 90% financé par les dividendes que va générer l'entreprise. En 2011, l'opérateur public avait réalisé un résultat net de six milliards de dinars et un chiffre d'affaires de 53 milliards de dinars. Notons dans ce contexte que l'opérateur Nedjma a, comme l'indiquait récemment son directeur général Joseph Ged, mettant en avant une dynamique ininterrompue, investi 171 millions de dollars durant les neufs premiers mois de 2012, en hausse de 17% par rapport à l'année 2011. Concernant Djazzy, l'on fait état de 3,5 milliards de dollars d'investissements consentis depuis 2002 et la volonté de poursuivre cette dynamique sur le moyen et long terme.

Chérif Bennaceur

HOSPITALISATION DES ENFANTS 30% liées aux maladies respiratoires

Les maladies respiratoires chez l'enfant représentent près de 30% des hospitalisations. Les spécialistes qui alertent sur la progression de cette maladie appellent à une meilleure prise en charge pour éviter les complications, souvent handicapantes.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Des pédiatres de différents établissements hospitaliers du pays et de l'étranger se sont réunis, hier, à Alger lors d'une journée d'étude sur la pneumo-allergologie pédiatrique.

L'objectif étant de mieux comprendre les maladies respiratoires qui touchent de plus en plus d'enfants. Selon les spécialistes, 30% des hospitalisations chez l'enfant sont liées aux maladies respiratoires, dont l'asthme et l'allergie respiratoire. «Nous allons

jeter un éclairage sur ces maladies pour mieux les connaître afin d'arriver à mieux les traiter», a souligné le P^r Mostefa Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), initiateur de cette journée. Une étude sur les infections respiratoires aiguës (IRA), menée entre 2008 et 2011 au niveau du service de pédiatrie de l'hôpital d'El Harrach, a montré une progression de 15% du nombre global de consultations.

Selon le P^r Khiati, les maladies respiratoires sont à l'origine de grands handicaps qui surviennent à un certain âge, notamment adulte. Parmi les causes du syndrome asthmatique, explique le professeur, en plus du facteur génétique, on recense également l'humidité et la pollution. «Il faut lutter contre l'installation anarchique des petites entre-

prises à l'intérieur des villes, puisque les émanations dégagées par ces entreprises nuisent aux personnes asthmatiques», a recommandé le président de la Forem. Selon ce dernier, un bon suivi et la pratique d'une activité sportive, en particulier la natation, permettent au malade de mener une vie «proche de la normale». Le spécialiste appelle également les mamans à allaiter le plus longtemps possible leur enfant pour mieux le protéger.

Le P^r Khiati préconise aussi une meilleure formation des médecins scolaires et une sensibilisation des parents et des enseignants. Dans 50% des cas, l'asthme touche l'enfant à l'âge de deux ans. La maladie est caractérisée par une infection respiratoire, toux ou une fièvre associée à des problèmes respiratoires.

S. A.

RUPTURE DU VACCIN CONTRE L'HÉPATITE B PÉDIATRIQUE

Le produit est en voie de distribution, selon l'Institut Pasteur

Si selon le D^r Kezzal, directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), le vaccin contre l'hépatite B pédiatrique, en rupture depuis plusieurs mois, est actuellement disponible, le président de l'association SOS Hépatite dénonce la lenteur dans la distribution du produit au niveau des structures de santé.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)

- Selon le tout nouveau directeur général de l'Institut Pasteur, le vaccin contre l'hépatite B pédiatrique est actuellement disponible et en voie d'être distribué aux différentes PMI et structures de santé sur le territoire national. «Tous les types de vaccin sont actuellement disponibles», a précisé le responsable.

La rupture de ce vaccin a provoqué l'ire et aussi l'inquiétude des parents qui devaient vacciner depuis plusieurs mois leurs

enfants. Ainsi, le président de l'association SOS Hépatite a dénoncé, hier, le fait que le produit soit toujours en rupture au niveau des structures de santé concernées par la vaccination. «Les structures chargées du dossier au niveau du ministère de la Santé ne font pas leur travail et cela influe négativement sur les commandes de vaccins et donc sur leur disponibilité. Où sont les quantités de vaccins contre l'hépatite B pédiatrique promises par le ministère ? C'est

un problème d'ordre organisationnel», a accusé le président de l'association SOS Hépatite.

Par ailleurs, et pour sa part, Smaïl Mesbah, directeur de la prévention au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, avait annoncé, il y a de cela quelques semaines, que le vaccin contre l'hépatite B pédiatrique sera disponible dès le 8 novembre. Il avait alors expliqué que les vaccins pour nourrissons sont disponibles au niveau des structures de santé et le manque ne concerne que le vaccin contre l'hépatite B pédiatrique.

Le responsable avait aussi imputé cette situation à la défaillance du fournisseur étranger. Le directeur de la prévention

avait, en outre, annoncé que l'Institut Pasteur d'Algérie avait reçu l'équivalent d'une première tranche d'un million de doses du vaccin contre l'hépatite B pédiatrique. Il avait tenu, par ailleurs à expliquer que «le retard dans la vaccination ne peut pas être dans l'immédiat, préjudiciable à la santé des enfants». Selon Smaïl Mesbah, et «dès la reprise de la vaccination, les rattrapages seront faits pour les nourrissons qui n'ont pu se faire vacciner». Ainsi, une évaluation de cette population devait être effectuée par les services concernés. Entre-temps, les parents, pas du tout rassurés, font régulièrement la tournée des PMI à la recherche du fameux vaccin.

F.-Z. B.

FINANCEMENTS CONFORMES À LA CHARIA

Ça revient plus cher que les crédits conventionnels

Il y a une forte demande en Algérie pour des raisons «culturelles et culturelles», selon le SG d'Al Baraka, Hideur Nacer. Même si, de l'aveu de ce banquier, le coût des prêts qu'accordent les banques dites islamiques ou les «financements conformes à la charia», pour reprendre l'expression d'usage, est plutôt supérieur à celui des produits conventionnels.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Les crédits à intérêts (riba) sont prescrits selon certaines interprétations de la loi islamique (charia) et certains banquiers se sont lancés dans un créneau qui s'avérerait rentable à savoir, le leasing ou la location-vente. «La quasi-totalité des produits conformes à la charia sont des dérivés de ces deux formules», a expliqué M. Hideur hier lors de

la conférence qu'il a animée au forum du quotidien *DK News*. Ainsi, les banques islamiques conçoivent les crédits qu'ils accordent comme de simples transactions commerciales dont elles achètent des valeurs et les revendent à leurs clients suivant un échéancier. Elles tirent des bénéfices de ces opérations financières comme tout commerçant. Et cette marge bénéficiaire, comment est-elle calculée ? M. Hideur a précisé que «c'est sur la base du taux d'intérêt appliqué par la banque». En clair, le coût du prêt est le même, si ce n'est supérieur à celui que propose une banque conventionnelle : «Etant donné que nous assumons seuls les risques moyennant le paiement d'une police d'assurance et que nous n'exigeons pas le règlement de pénalités de retard, nos financements sont un peu plus chers mais généralement, ils se situent au même niveau que les produits conventionnels».

Comparaison : «Pour l'achat d'un bien immobilier, une banque conventionnelle prête à son client avec des intérêts dont il assume seul les risques. Sauf qu'il est le propriétaire de son logement hypothéqué en guise de garantie. Le taux d'intérêt appliqué engendre un coût qui est réparti sur des mensualités. Or, une banque islamique achète ce logement et assume les risques. La banque ne transférera la propriété au bénéficiaire qu'une fois la totalité du prêt remboursée. Le bénéfice de la banque est calculé sur la base du taux d'intérêt et le montant à rembourser est réparti sur des mensualités». Idem pour les opérations de commerce extérieur dont les factures sont également libellées au nom de la banque. Le principe est que la banque achète et revend. Al Baraka Algérie, copropriété du Groupe bahreïni Al Baraka Bank (56%) et la Banque de l'agriculture et du développement

local (44%) s'est implantée en Algérie en 1990. Elle s'est adaptée à la législation sur la monnaie et le crédit qui ne prévoit pas, tout comme la réglementation fiscale, des dispositions spécifiques aux produits conformes à la charia. «Elle n'est pas si contraignante non plus même si nous continuons à solliciter le législateur algérien à introduire de nouvelles dispositions qui prend en charge les spécificités de nos produits», a déclaré M. Hideur. Pour soigner son image de marque, Al Baraka a, néanmoins, offert ses services au ministère des Affaires religieuses pour jouer l'intermédiaire dans la distribution des crédits sans intérêts qu'accordent le Fonds de la Zakat aux pauvres (4 500 crédits pour un montant de 75 milliards de centimes depuis 2006). «Nous gérons cette opération d'El Kard Hassan, à titre gracieux», a-t-il conclu.

L. H.